LES IDÉES ET LES FAITS

COUP D'ŒIL QUOTIDIEN

Ce que disent les journaux

CHEZ Mgr IRELAND

M. André Tardieu, du *Temps*, qui fait une enquête sur la politique des Etats-Unis, a interviewé Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul :

Mgr Ireland est, avec le cardinal Gibbons, la physionomie la plus connue du clergé catholique américain. J'eus l'honneur, deux jours après mon arrivée à Washington, de déjeuner avec lui chez M. Roosevelt.

— J'aime beaucoup l'archevêque Ireland, m'avait dit le président en m'invitant. Vous serez heureux de le connaître.

M. Roosevelt avait raison. Je ne saurais dire le charme infini qui s'attache à la personne et aux propos de l'archevêque de Saint-Paul. Est-ce la clarté de son regard ou l'attrait de son sourire qui retiennent d'abord son interlocuteur ? Ou encore est-on conquis par la franchise de son langage et la chaleureuse sympathie dont ce langage témoigne pour notre pays ? Quoi qu'il en soit, un Français qui cause avec Mgr Ireland pourrait croire qu'en rencontrant ce grand Américain il a en face de lui un compatriote.

C'est que l'archevêque de Saint-Paul a été élevé en France, au séminaire de Meximieux, dans l'Ain. Il a grandi, avec son ami Mgr O'Gorman, évêque de Sioux-Falls, sur le riant coteau où Meximieux dresse en un groupement pittoresque ses vieilles maisons. Et il a gardé pour la France une tendresse où se mêle à la reconnaissance filiale le souvenir ému des jeunes années lointaines.

Le lendemain du jour où j'avais rencontré Mgr Ireland à la Maison-Blanche, j'eus l'heureuse fortune d'avoir avec lui une longue conversation où il m'entretint des hommes et des choses de France et d'Amérique. A son gré, les relations entre les Etats-Unis et la France doivent être de plus en plus étroites. Me parlant du cours que je venais de faire à l'Université Harvard sur *la France et les alliances*, il me rappela les circonstances récentes où la politique de Paris et la politique de Washington avaient eu à collaborer. Et en se félicitant de la confiance réciproque qui inspire ces politiques, il ajouta :

— C'est que, voyez-vous, les Etats-Unis n'ont rien oublié. C'est en apprenant l'histoire de son pays, qu'un Américain apprend à aimer la France. Le passé n'a point cessé d'agir sur le présent. Le sentiment américain ne saurait se détacher de la France.

— Même avec l'afflux continuel des immigrants ?

— Même avec cet afflux. Les immigrants, c'est vrai, arrivent nombreux chaque année sur notre sol. Mais il y a dans l'atmosphère d'Amérique je ne sais quoi qui les assimile en moins d'une génération. Et les nouveaux venus sont comme les anciens : en apprenant l'histoire de leur nouvelle patrie, ils apprennent, eux aussi, à aimer la France, la grande bienfaitrice de la République.

Pendant les cinquante premières années de notre histoire, les souvenirs de l'aide, de l'amitié française étaient presque contemporains. Puis, ils s'incorporèrent dans nos traditions. Nous autres, catholiques d'Amérique, nous devons chérir doublement la France, d'abord pour les services qu'elle a rendus aux Etats-Unis, ensuite pour ceux qu'elle a, durant des siècles, rendus à la religion.

Ce passé, nous ne l'oublions pas, nous ne l'oublierons jamais. Quelles qu'aient pu être les tristesses des dernières années, quels qu'aient été les déchirements qui nous ont profondément attristés, qui ont écarté de la France certaines sympathies américaines, — j'ai toujours dit et je dirai toujours : la France d'aujourd'hui tient à la France du passé ; n'oublions pas, dans la sévérité des critiques passagères, le rôle historique accompli, — *gesta Dei per Francos*.

J'aime votre pays parce qu'il a été le maître de ma jeunesse. Evêque catholique, démocrate américain, c'est en France que j'ai appris à chérir la religion catholique et à aimer la liberté. C'est toute la jeunesse de ma vie et de ma pensée qui s'épanouit quand je foule le sol de France : dette du cœur et dette de l'esprit, qui me lient à ce sol d'un lien indissoluble.

J'ai souffert de certains événements de votre histoire actuelle. Nous autres catholiques américains, nous en avons été surpris autant que peinés. Comment la France chevaleresque a-t-elle pu tourner contre des religieuses les rigueurs de ses lois ? Comment a-t-on obligé à quitter l'Hôtel-Dieu celles que la Révolution même y avait respectées? Nous ne comprenons pas.

Mais, je le dis bien haut, nous avons confiance dans l'avenir, et nous comptons que la France connaîtra un jour ce bien fait inappréciable qui s'appelle la paix religieuse. Comme vous le disait hier le président Roosevelt, le gouvernement américain est libéral, il n'est pas anticlérical. Pourquoi, un jour, n'en serait-il pas de même chez vous ?

Avec la franchise d'un ami vrai de la France, je souhaite qu'enfin vous sortiez de ces luttes religieuses, qui vous font du mal, non seulement au dedans, mais au dehors, car elles rebutent et irritent l'attention.

Sans doute, j'aperçois bien des difficultés qui échappent à la masse du public américain : notamment l'indifférence religieuse des masses et aussi l'intrusion historique de la politique dans la religion. Mais un temps ne viendra-t-il pas tout de même où vous pratiquerez comme ici la tolérance et la confiance spontanée ? De tout mon cœur, j'espère que si.

Je l'espère et je dis à tous ceux qui n'auraient pas cet espoir : Vous n'avez pas le droit de désespérer ni de douter de la France qui, par sa science, sa propagande, sa charité, a tant fait pour nous, catholiques d'Amérique, pour le catholicisme en général et pour la liberté.

Je donnerais une impression fausse si je disais que cet ardent amour de la France anime encore aujourd'hui tous les catholiques d'Amérique. Les catholiques, notamment les immigrants irlandais, ont été longtemps dans la population des Etats-Unis l'élément le plus francophile. Mais notre politique religieuse des dernières années a, sur beaucoup de points, modifié ce sentiment. Et j'ai rencontré certains catholiques, soit laïques, soit prêtres, dont le langage à l'égard de la France était si vif, que si peu indulgent que je fusse à l'état d'esprit « combiste », j'étais obligé de le relever.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le *Courrier européen*, qui groupe la fine fleur des dreyfusards de la première heure, juge ainsi la politique ministérielle :

Il semble donc que le gouvernement qui hésitait jusque-là se sente aujourd'hui assez fort pour s'engager délibérément dans l'alliance progressiste en laissant au besoin tomber une partie de sa majorité à l'extrême-gauche. C'est la réalisation de cette formule qu'on prête à M. Clemenceau : « Nous sommes dans un moment où la réaction est nécessaire ; pour y présider, autant moi qu'un autre. »

On peut se demander si vraiment il vaut mieux que ce soient des hommes de gauche qui président aux mouvements de réaction que la lassitude de l'opinion rend périodiquement possibles, en abandonnant les parlementaires à leurs tendances conservatrices. L'exemple de certaines contradictions a quelque chose de démoralisant. La où un Poincaré, un Barthou, ne feraient qu'appliquer leurs principes, un Clemenceau et un Briand sembleront toujours renier les leurs. Et les attitudes sceptiques et les plus spirituelles ironies ne feront que rendre les mouvements d'idées d'autant plus décourageantes qu'on aura fondé sur leurs auteurs de plus grandes espérances.

Pour décourager leurs amis, il ne semble pas d'ailleurs que les ministres réussissent à satisfaire leurs ennemis. Tout en dénonçant avec ardeur les intrigues du combisme, les *Débats* et le *Temps* n'ont point cessé de combattre les projets gouvernementaux. Aujourd'hui c'est le projet Caillaux, demain ce sera le rachat de l'Ouest. Quand ils croiront le combisme hors de combat, c'est contre le ministère que les progressistes dirigeront leurs coups.

Quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse, M. Clemenceau a un passé gênant pour ses nouveaux amis. La réaction qu'ils veulent et à laquelle il se résigne n'aura jamais en lui qu'un médiocre artisan. Déjà la majorité de séance de l'impôt sur le revenu est tombée de 31 à 18 voix. Un déplacement de 10 voix suffirait donc à faire tomber le ministère, et cette fois avec des indications de réaction et non plus sous les coups du combisme.

Le gouvernement, pour assurer sa stabilité parlementaire, a renoncé à l'action électorale à laquelle M. Combes donnait tous ses soins. Reprenant le système opportuniste, il a laissé les députés *qui votaient bien* maîtres de leur circonscription. Aussi la majorité de la Chambre ne répond-elle plus à un parti avancé. M. Combes a montré, dans son discours de jeudi, qu'à l'alliance électorale des partis de gauche, elle opposait une alliance parlementaire toute factice, dont le maintien ou la rupture n'aura aucun retentissement dans le pays.

Ainsi la majorité radicale, entrée en 1906 à la Chambre par l'effort commun des partis de gauche est aujourd'hui divisée, sans but comme sans cohésion. Hypnotisée par la crainte du syndicalisme et de l'antimilitarisme qu'on a grossis en les combattant sans mesure, elle se jette dans l'alliance progressiste avec l'illusion d'arrêter un mouvement qu'il lui appartenait seulement de diriger.

Mais le ministère qui vient de triompher si facilement du péril de gauche doit compter avec la malveillance de la Chambre et les hasards de la discussion de l'impôt sur le revenu. La discussion du rachat de l'Ouest au Sénat lui réserve encore des difficultés nouvelles. Ainsi jadis le ministère Bourgeois succomba sous les coups du Sénat et, la Chambre, après l'avoir fidèlement mené jusqu'à sa chute, donna le même appui, pendant deux longues années, au ministère Méline.

M. Poincaré attend...

A PROPOS DE L'AFFAIRE ROCHETTE

Du *Soleil* :

L'affaire Rochette défraye toutes les conversations, et, le premier mouvement de surprise passé, on trouve que le gouvernement a assumé une lourde responsabilité en n'arrêtant un filou, dont les agissements étaient connus, que longtemps après ses premiers exploits.

Si l'autorité avait mis la main au collet de Rochette lors de sa première escroquerie, qui était de peu d'importance, le contre-coup aurait été nul; mais attendre qu'il ait volé cent millions pour le jeter en prison, c'est ce qu'en matière d'affaires on appelle, je crois, une faute lourde.

Seulement, cette faute, le gouvernement l'a commise parce que des politiciens du « bloc » protégeaient ouvertement Rochette qui, en échange, leur allouait la forte commission, et la République ne voulait pas se décider à troubler ses meilleurs amis du Parlement ; elle a attendu que les escroqueries soient tellement considérables qu'il ne fût plus possible d'éviter de poursuivre.

Mais là encore, avec quelle brutalité et quel arbitraire ne s'est-on pas conduit ?

L'on est allé jusqu'à interdire aux établissements de crédit dans lesquels Rochette a plusieurs millions de dépôts liquides, de payer les mandats portant la signature du trop fameux financier, causant ainsi de nouvelles ruines qui ne se seraient pas produites sans cette interdiction.

Nous ne retiendrons, pour exemple, que la banque Quantin.

Cette banque avait acheté des valeurs au comptant ; elle possédait, pour parfaire la somme qui lui était nécessaire, un chèque Rochette sur un de nos grands établissements de crédit.

Or, quand la banque Quantin se présenta au guichet pour toucher, elle trouva le commissaire de police qui lui dit :

— Il y a bien ici les fonds pour payer votre chèque, mais, par ordre du Parquet, les payements Rochette sont suspendus.

Il arriva que Quantin, dans ces conditions, ne pouvant faire face à son échéance fut exécuté. Et voilà de nouvelles ruines qui auraient pu et dû être évitées.

Le procureur général voulait que le chèque Quantin fût réglé, le président du Conseil s'y refusa ; nous estimons que c'est abominable, tout simplement, — si canaille que soit Rochette. Du reste, c'est une canaille intelligente, une canaille qui ne manque pas de grandeur. Ce groom qui, héritant de 5 000 francs, les emploie à apprendre la comptabilité et à devenir un financier, au lieu de faire la fête avec son pécule comme l'auraient fait 98 pour 100 de pauvres hères de sa condition, et entre les mains desquels fût tombée subitement une aubaine de 5 000 francs, n'est pas une figure banale : à 30 ans, il remuait des millions autant qu'il le voulait, en compagnie de blocards du Parlement.

Aussi bien, si Rochette est coupable, les blocards, ses complices le sont au même titre, et il n'y a pas de raison pour que le financier soit à la Santé quand les parlementaires qu'il a nourris avec l'argent du vol sont en liberté ; d'autant que Rochette, en définitive, s'est mis lanceur d'affaires pour donner libre cours à son ambition d'être riche ; il exerçait son métier, lui ; tandis que les députés du « bloc » ne sont pas à la Chambre pour s'occuper de tripotages financiers, mais pour s'occuper des intérêts du pays ; en sorte qu'à tout considérer, ils sont, et de beaucoup, plus coquins que Rochette. C'est pourquoi nous demandons, de nouveau, qu'ils aillent rejoindre leur ami sur la paille humide des cachots.

AUTOUR DE WAHRMUND

L'affaire Wahrmund est posée devant la justice autrichienne. Mais Wahrmund est passé au second rang : le premier est occupé par le nonce à Vienne, Mgr Granite di Belmonte dont la ferme attitude provoque des admirations, des inquiétudes et des colères.

On avait pu se demander pendant quelques jours si la démarche du nonce était bien officielle, et s'il avait bien formellement demandé la révocation du professeur hérétique. Le doute n'est plus permis. Mgr di Belmonte a déclaré à un rédacteur du *Vaterland* : « L'autorité diocésaine ne tardera pas à proscrire le livre de Wahrmund ; mais cette prohibition n'est plus nécessaire, un tel livre se condamne lui-même et n'a pas besoin d'être mis à l'Index.

Je fais abstraction de toute question politique. Nos adversaires voudraient rattacher étroitement cette affaire à la question de la liberté d'enseignement dans l'Université, de la liberté de la science. A ce sujet, je dois observer que je suis très éloigné de prendre position dans cette question. Je fais absolument abstraction de toute question politique. Pour moi il n'y a qu'une question, la question religieuse. Le professeur Wahrmund est professeur de droit canonique. Il va de soi qu'il ne peut plus l'enseigner à l'avenir. Il est indispensable qu'un professeur de droit canonique soit catholique. Or, Warhmund, par son discours et son opuscule, est sorti de l'Eglise catholique. C'est pourquoi, par l'intermédiaire des Affaires étrangères, j'ai adressé au ministre du Culte et de l'Instruction la demande que le professeur Wahrmund soit écarté de sa chaire.

Une telle demande est toute naturelle. On ne nomme pas un ecclésiastique catholique, encore moins un Jésuite, pour enseigner le droit canonique aux protestants. Les catholiques demandent le même droit. Je n'ai pas encore reçu de réponse du ministre de l'Instruction ; mais je ne renoncerai pas à ma demande.

Le 17 mars, un communiqué officiel du gouvernement, répondant aux déclarations parues dans le *Vaterland*, assurait que le nonce n'avait pas « formulé de requête précise ». Le nonce maintint sa version.

Sur ce, publication dans l'officieuse *Fremdenblatt* du 19, du texte de la lettre adressée par le ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Instruction publique le 6 mars, — trois jours après la visite du nonce. Voici ce texte :

Relativement à une visite que le nonce apostolique m'a faite récemment, Son Excellence a fait allusion au professeur de droit canon bien connu à Inspruck, Dr Warhmund, remarquant que ce dernier a prononcé récemment à Inspruck et à Salzbourg des discours d'un caractère athée, et répand aussi des pamphlets écrits dans le même esprit d'hostilité envers l'Eglise catholique ; et que la confiscation du pamphlet a été déjà prescrite par ordre du procureur général de Vienne. Le nonce apostolique n'a pas présenté à ce sujet une requête formelle. Tout en ayant l'honneur de communiquer l'information ci-dessus à Votre Excellence, je profite de cette occasion pour, etc., etc.

Le gouvernement tient à ce que l'intervention du nonce soit regardée comme privée et imprécise : le nonce, tout en déclarant qu'il a agi de son propre mouvement, dit très haut que sa demande est on ne peut plus officielle.

Le conflit s'aigrit. On ne parle plus de l'affaire Wahrmund, mais de l'affaire du nonce.

Au député socialiste qui s'est plaint à la Commission de cette ingérence d'un étranger dans la politique autrichienne, MM. Marchet et de Beck répondirent que le nonce n'avait fait qu'exprimer une opinion privée dans un entretien non officiel et n'avait pas fait de demande directe au sujet de l'éloignement du canoniste d'Inspruck. Le gouvernement n'avait, par conséquent, pas à s'offusquer de cette démarche.

D'aucuns, même des chrétiens sociaux, osent s'en offusquer. Parlant dans une réunion électorale à Vienne, le prince Aloys de Lichtenstein a dit :

Je regrette que Son Excellence se prête à des interviews. Ce n'est pas d'usage chez les diplomates. Je suis d'avis que nos ministres des Affaires étrangères et de l'Instruction publique agissent avec une parfaite correction en considérant comme non officielle dans la forme comme dans le fond la démarche du nonce, puisque l'Etat autrichien a seul à disposer dans les nominations aux chaires de ses Universités ; c'est là un attribut élémentaire de la souveraineté publique.

Le joséphisme n'est donc pas mort !

—o—

Et pendant qu'on discute les suites de sa manifestation que devient Wahrmund ? On annonçait, il y a quelques jours, qu'on allait nommer à Inspruck un second professeur de droit canon, afin que les étudiants aient le choix. Cette solution ne saurait satisfaire les catholiques.

D'ailleurs, on dit que, sur le conseil de ses collègues, et pour éviter des désordres possibles, le professeur Wahrmund a suspendu son cours.

Ses amis, pour occuper ses loisirs, projettent de l'envoyer au Reichstag remplacer le Dr Eherber, député libéral progressiste démissionnaire. Cette candidature serait, dans la pensée du parti, une protestation contre « les agissements cléricaux ». Mais quelles chances aurait l'hérétique ?

Les « allemands nationaux » lui refusent leurs voix, parce qu'il est d'origine juive. Dans la ville même d'Insprück l'agitation est si vive encore que les amis du Dr Eherber lui voudraient voir retirer sa démission.

M. C.

Sept ans chez les lépreux d'Abyssinie

CONVERSATION AVEC LE P. MARIE-BERNARD

Les lépreux d'Abyssinie — Comment s'est fondée la léproserie de Harrar — Conversions de musulmans — La foi s'épanouit en amour — Missionnaires infirmiers, imprimeurs et publicistes — Les lions de l'empereur Ménélik — Langage apostolique

Le P. Marie-Bernard appartient au vicariat apostolique de Harrar, confié à Mgr Jarosseau. Il appartait, ces jours derniers, au Souverain Pontife une lettre autographe de l'empereur Ménélik. Le négus y remerciait le Pape de la réponse que le Saint-Père lui avait fait parvenir et des présents que le P. Marie-Bernard lui avait apportés en même temps, de la part de S. S. Pie X. On sait que le souverain d'Ethiopie a offert au Souverain Pontife deux lionceaux, qui se trouvent en cage dans les jardins du Vatican.

Dans l'audience solennelle qu'il a accordée au P. Marie-Bernard, avant le départ de celui-ci pour l'Europe, l'empereur Ménélik l'a spécialement remercié du dévouement avec lequel ce religieux s'est consacré au soin des lépreux du Harrar. Cette œuvre a largement contribué à accroître la considération des missionnaires catholiques à la cour de Ménélik. C'est là-dessus que j'ai interrogé le P. Marie-Bernard.

— Vous vous occupez donc, depuis sept ans, mon Père, d'une léproserie à Harrar. Comment avez-vous été amené à entreprendre ce ministère apparemment si ingrat ?

— Il y a, en Abyssinie, me répondit le P. Marie-Bernard, une multitude de lépreux. Déjà Mgr Taurin avait songé à secourir ces infortunés. Or, il y a quelque sept ou huit ans, le Raz Makonnen, — le grand protecteur de la mission de Harrar — fit demander formellement à Mgr Jarosseau de créer une léproserie. Chose remarquable, dans le temps même où le Raz Makonnen faisait cette démarche, je me trouvais à Lourdes, où, avec Mgr Jarosseau, je priais la Sainte Vierge de lever les obstacles qui s'opposaient, depuis près de vingt ans, à mon départ en mission.

...Ceci vous explique comment, en partant à Harrar, je m'offris à créer cette œuvre des lépreux.

Harrar est une ville de 40 000 âmes. Quand j'y arrivai, je trouvai une trentaine de lépreux, parqués comme des animaux, sous les murs de la ville. On les avait chassés, on les fuyait, on leur avait fixé — comme séjour forcé — cet emplacement. Ils y campaient, comme ils pouvaient, sous de misérables huttes. — D'autres, en plus grand nombre, avaient fui...

— Vous avez donc trouvé, à Harrar, les lépreux dans une situation pareille à celle qu'ils avaient en Judée, au temps de Notre-Seigneur, — des parias retranchés de la société humaine !

— Oui, j'allai à ces trente lépreux, je leur demandai la permission de les soigner. Ils m'accueillirent avec reconnaissance. Et, durant deux ans, je me rendis chaque jour auprès d'eux. Deux fois par semaine, des religieuses Franciscaines venaient m'aider ; elles se chargeaient naturellement de panser les lépreuses.

On sut bientôt que les lépreux de Harrar étaient ainsi soignés, et leur nombre grossit. En deux mois, il s'éleva à 200.

Le Raz Makonnen avait suivi avec attention le développement de cette œuvre. Quand il vit que les Pères persévéraient dans leur dessein, il décida de les y aider efficacement. Il vint lui-même choisir, à 200 ou 300 mètres de la ville, un terrain qu'il leur donna.

C'est là qu'avec le concours de mes Frères de la Mission, je bâtis le village des lépreux.

Nous en avons pris à notre charge — les hospitalisant effectivement — une cinquantaine (exactement 51). Les autres viennent se faire panser trois fois par semaine.

— Serait-il indiscret, mon Père, de vous demander quel genre d'apostolat vous exercez auprès de ces malheureux ?

— Notre apostolat a consisté tout entier dans les soins que nous leur donnions. Nous n'avons eu affaire, en effet, qu'à des musulmans. Les autres, prévenus contre nous, n'ont pas encore osé recourir à nos soins. Durant les premières années, nous pûmes croire que notre ministère resterait spirituellement infructueux...

... — et que vous seriez contraints de souscrire à cette opinion si répandue : les musulmans sont « inconvertissables »...

— Oui. Il semble même que notre seule récompense consisterait dans les avanies que certains de nos hospitalisés nous faisaient subir. Ces pauvres gens ne s'étaient-ils pas imaginé que nous nous occupions d'eux par intérêt, qu'on nous payait pour ce travail, qu'enfin nous y trouvions notre profit !

Au bout de deux ans et demi, premier rayon de lumière !... Un lépreux me dit un matin que Mgr Taurin lui était apparu couvert d'une tunique resplendissante de blancheur ,et qu'il lui avait recommandé de se revêtir d'une tunique pareille. — Et comment me la procurerai-je ? avait demandé le lépreux. Cette tunique, lui avait répondu Mgr Taurin est le symbole du baptême. Demande au Père qu'il te prépare aussitôt à le recevoir, car aujourd'hui même tu seras avec moi... De fait, le lépreux qui m'avait fait ce récit se trouva très bien disposé, et, comme ses forces déclinaient, je le baptisai le jour même — et le soir, il expirait.

Cet événement ne laissa pas de causer une vive impression sur les autres lépreux, qui donnèrent à la cabane où s'était passée cette scène mystérieuse le nom de « panotte de Mgr Taurin ».

Durant plus de deux ans encore, il sembla que cette conversion resterait un épisode isolé. Mais nos lépreux avaient fini pourtant par se convaincre que notre lateur était complètement désintéressé. Quel travail se fit en leur âme ?... Toujours est-il qu'un jour ils demandèrent unanimement à être préparés, eux aussi, au baptême. Une religion, disent-ils, qui inspire de ils dévouements ne peut être que véritable. »

— Et ainsi tous vos lépreux sont aujourd'hui catholiques ?

— Tous ceux que nous avons hospitalisés, une femme exceptée. Leur foi, d'ailleurs est des plus vives. Ils nous procurent aujourd'hui autant de consolations qu'ils nous ont, autrefois, causé d'amertume. Ce sont de fervents chrétiens qui pratiquent la confession et la communion hebdomadaire. La léproserie de Harrar ressemble aujourd'hui à une communauté religieuse.

Particularité très suggestive : tant que nos lépreux furent musulmans, ils refusèrent de se soigner entre eux. Depuis qu'ils ont reçu la grâce du baptême, ils pratiquent les uns vis-à-vis des autres la plus touchante charité ; spontanément, ils se pansent mutuellement leurs plaies.

— Est-ce que la conversion de vos lépreux, mon Père, a été connue en Abyssinie ?

— Elle y a eu un retentissement considérable. En Abyssinie, les nouvelles se propagent, de bouche en bouche, avec une extrême rapidité. Vous comprenez, acheva le P. Marie-Bernard, que si la léproserie de Harrar m'était chère hier, elle m'est devenue aujourd'hui plus précieuse encore.

— Mais comment pouvez-vous subvenir à la subsistance des cinquante lépreux que vous hospitalisez ?

— Des soixante-quinze lépreux, faut-il dire, car nous élevons peu à peu, dans la mesure de nos ressources le nombre des infortunés dont nous supportons entièrement la charge...

Eh ! sans doute, ce poids ne laisse pas d'être lourd. C'est une de ces œuvres innombrables auxquelles subvient la charité française, et nous devons bien compter toujours sur elle.

Désireux, toutefois, d'en multiplier les effets, en nous suffisant le plus possible à nous-mêmes, nous avons installé à Harrar une infirmerie : le matériel en était, certes, au début, bien primitif. Mais, progressivement nous l'améliorons. Que vous dire de plus ! Nous avons une revue mensuelle, le *Semeur d'Ethiopie*, — une revue illustrée ! — qui s'en va porter de tous côés aux amis de l'Abyssinie les nouvelles de notre chère mission et dont les abonnements deviennent un peu à la fois une ressource pour la léproserie. Cette revue, il est inutile de vous dire que nous la « composons » dans tous les sens du mot, puisque nous en sommes tout à la fois les rédacteurs et les typographes. Que voulez-vous ? Pour sauver les âmes, pour soulager les corps, un missionnaire est prêt à faire tous les métiers !...

— N'y a-t-il pas là, d'ailleurs, mon Père, un moyen d'accroître la sympathie entre les missionnaires catholiques et le peuple abyssin ? Quand j'eus l'honneur d'entretenir à Rome, les membres de la mission abyssine, je fus frappé du désir qu'ils manifestèrent de posséder des écoles professionnelles, — des écoles où l'on initierait les jeunes Ethiopiens aux méthodes plus parfaites d'agriculture et à tous les métiers manuels...

— Et c'est, en effet, dans cette voie que nous entrons de plus en plus.

— Une dernière question, mon Révérend Père. Vous avez apporté au Pape, comme présent, de la part de l'empereur Ménélik, deux jeunes lionceaux. J'imagine que ce présent doit avoir une signification spéciale ?

— Une signification très précise : c'est le présent que l'empereur Ménélick envoie aux souverains. Vous n'ignorez pas, du reste, que le lion entre dans les armes du Négus d'Ethiopie qui se dénomme lui-même le « lion de la tribu de Juda ». L'empereur n'a pas manqué, enfin, de remarquer que le pape Pie X portait, lui aussi, dans son blason, le lion de saint Marc.

— L'intention a donc été aussi délicate, que l'hommage était significatif. Les lions de l'empereur Ménélik trouveront leur abri dans les flancs de la grotte érigée à l'Immaculée dans les jardins du Vatican : ils y seront le vivant symbole du vigoureux peuple qui a arrêté, dans l'Afrique du Nord l'invasion du mahométisme, et qui a gardé — isolé de l'Europe catholique — et sa foi ardente au Christ et sa piété envers la toute sainte Mère de Dieu.

— Oui, conclut le P. Marie-Bernard, et vous comprenez que je ne veuille à aucun prix abandonner cette œuvre de la léproserie de Harrar, si visiblement bénie de Dieu, et qui dit aux Abyssins, d'une façon que leur cœur comprend, l'amour désintéressé de leurs frères catholiques !

— Leurs frères catholiques de France, mon Père, vous aideront à continuer cette très persuasive démonstration...

B. SIEGEL.

QUE VOUS FAUT-IL ?

Un domestique

Une cuisinière

Une bonne

Faites une annonce dans la *Croix du Nord*.

L'INSERTION 0 FR. 60

Bureau des annonces de la « Croix du Nord », 1, Rue des Sept-Agaches (Grand-Place), Lille.

Joseph de Maistre

NAPOLÉON Ier et l'Eglise de France

D'APRÈS LA

Correspondance de Joseph de Maistre

SUITE

« Ouvrez l'histoire, et montrez-moi un simple particulier qui soit monté subitement au rang suprême, et qui ait commencé une dynastie royale : cela ne s'est jamais vu ; donc je suis fondé à croire que la chose est impossible. »

En particulier : « Hugues Capet, qui remplaça les Carlovingiens, était duc de Paris, premier pair de France, fils de Hugues le Grand ; et son origine se perdait dans les siècles ». (2)

Ainsi des Stuarts : « Mais voyez Cromwel, qui était dans le cas de Bonaparte. Sa race n'a pas tenu : « C'est parce que son fils n'a pas voulu régner, disent les braves gens. » Est-ce qu'il n'y a pas une cause à tout ? Mais je dis que ces familles ne tiennent pas, et c'est tout ce que je puis dire : je me crois donc bien fondé à croire que la Commission de Bonaparte est de rétablir la monarchie, et d'ouvrir tous les yeux en irritant également les royalistes et les jacobins..... Après quoi il disparaîtra lui ou sa race : quant à l'époque, il serait téméraire de conjecturer ; tout homme sage doit dire: *Nescio diem neque horam*. Mais à voir la manière dont les choses vont, il est bien permis de faire des suppositions favorables. »

Bien que J. de Maistre semble dans la vérité, au point de vue général de l'histoire, disons, en passant, que les Jacobins furent prompts, jusqu'au ridicule, à revêtir la livrée impériale et la culotte de courtisan... Plus d'un royaliste, en fit autant. Les autres élevés à la cour du roi « Voltaire », monarchistes, et, en même temps ennemis de l'autel, ne surent être (si l'on en excepte Georges Cadoudal et Pichegru, ceux-là, des violents), que des conspirateurs de salons, forgeant, sur le compte du héros, les histoires les plus invraisemblables. Et leur roi, déjà infirme, dans la force de l'âge, inconnu du peuple, avait tout l'air d'une caricature, à côté du vainqueur d'Austerlitz. Mais le principe restait encore indéracinable au cœur de la nation, même chez ceux-là, qui n'y pensaient guère. Le Prince, quoique sceptique, en avait la conscience et la force, dans son exil. Il devait avec de Maistre, avoir raison, au jour de la chute de Napoléon.

* *

Celui-ci, pour l'heure, tout le favorisait, et le Pape venait le couronner à Notre-Dame. Aussi de Maistre, d'écrire, à l'Evêque de Nancy, alors à Vienne :

« Je suis entièrement dérouté ; mais rien ne m'a fait une impression aussi profonde et aussi douloureuse que la démarche du Pape. »

S'il avait vu les choses de plus près, de Maistre aurait compris, catholique avant d'être royaliste, que Pie VII. récompensait à Notre-Dame l'auteur du Concordat, qui rétablissait la messe dans toutes les Églises, jusque dans le dernier hameau de la France, après une période trop longue de naissances sans baptême, de mariages et d'enterrements civils, d'athéisme, en un mot. Et s'il avait été présent au Sacre, il aurait deviné, quand le nouvel Empereur, saisit sa couronne sur l'autel, et se la mit lui-même sur la tête, que l'orgueil le perdrait, et que, si le Pape avait justement encouragé le restaurateur du Culte, dans la voie de Charlemagne, ce Charlemagne faussé paierait un jour à Dieu la duplicité d'un acte plus politique que chrétien.

De Maistre continue : « Plus j'examine ce qui se passe, plus je me persuade que nous assistons à une des grandes époques du genre humain. Ce que nous avons vu, et qui nous paraît si grand, n'est cependant qu'un préparatif nécessaire. Ne faut-il pas fondre le métal avant de jeter la statue ? Ces grandes opérations sont d'une longueur énorme. On peut voir 60 générations de roses ; quel homme peut assister au développement d'un chêne ? »

Il est évident que les espérances de l'écrivain reculent de toute la croissance séculaire d'un chêne. Il reste déconcerté.

Il espère cependant « voir jeter dans l'abîme la bête que toute la terre sert et adore » : Lisez : la Révolution !

Il a repris, pour finir, toute sa sérénité : « Les affaires du roi se feront toutes seules et il remontera sur son trône, au lieu d'y être porté par des entrepreneurs qui voudraient se faire payer. »

C'est ce qui eut lieu : L'homme s'agite et Dieu le mène.

Dans la pensée de J. de Maistre, au-dessus de la royauté et du roi, il y a Dieu et son Eglise, attaqués par la Révolution : « Cette immense et terrible Révolution fut commencée, avec une fureur qui n'a pas d'exemple, contre le catholicisme et pour la démocratie. Le résultat sera pour le catholicisme et contre la démocratie. »

Il est bien entendu que le mot démocratie est employé dans son sens étymologique. Le gouvernement du pays par le peuple défini sous la plume de J.-J. Rousseau.

Or, nous savons comment cette divinité, âgée d'un peu plus d'un siècle, et, en exercice, depuis soixante ans, en France, a renouvelé le Paradis sur la terre. Il n'est pas un des millions de nos rois qui pense comme son voisin. L'unité, dans cette anarchie, c'est une poussée envieuse du plus grand nombre, vers un bonheur matériel irréalisable, des affamés de jouir contre ceux qui jouissent. Ce qu'il y a de légitime dans le désir du bien être, devait avoir sa mesure et sa règle dans une autorité admise par tous et incontestée, l'Eglise, l'image de Dieu sur la terre. Mais du moment où chacun est Dieu, il n'y a plus que des dieux, ennemis les uns des autres. C'est le chaos. Ou la société périra, et la démocratie (toujours dans le même sens) règnera sur des ruines ; ou Dieu reprendra sa place, et les Dieux d'aujourd'hui retourneront à la leur ; le catholicisme triomphera de la démocratie, l'ordre du désordre, le principe divin du gouvernement de l'anarchie populaire. C'est d'une logique serrée, élevée, au-dessus même des préoccupations les plus légitimes, mais humaines, où peut échouer notre raison.

* *

En passant, comme le fait J. de Maistre lui-même, d'un sujet à un autre, sujet très différent du premier, ce n'est pas sans une certaine satisfaction que nous lisons plusieurs lettres où se caractérise l'aversion prononcée de l'écrivain pour la Prusse.

Frédéric II, le grand homme, n'est au fond « qu'un grand prussien. L'histoire notera ce prince comme l'un des plus grands ennemis du genre humain qui ait jamais existé. Sa monarchie, héritière imperturbable de son esprit, était devenue un argument contre la Providence (pour les sots, bien entendu, mais il y en a beaucoup). Aujourd'hui, cet argument est tourné en preuve palpable de la justice éternelle. Cet *édifice fameux, construit avec du sang, de la boue, de la fausse monnaie et des feuilles de brochures, a croulé en un clin d'œil, et c'en est fait pour toujours* ».

Le successeur de Frédéric II, ajoute de Maistre a été traité par Napoléon comme il le mérite ». C'est un imbécile. « Ne s'est-il pas vu obligé (3) de traiter avec l'Empereur et de prendre un parti décisif, le 17 octobre, à cause d'un événement arrivé le 28 ! Voilà qui est beau et nouveau. Malheureusement, on ne peut rire de ces énormités qui achèvent de nous perdre.

En revanche, le roi Frédéric-Guillaume connaissait jusqu'au dernier bouton, l'équipement de ses soldats.

Ensuite : « Toute l'Allemagne septentrionale sera broyée, repétrie et métamorphosée. Rien ne peut rétablir l'Empire germanique : rien ne peut rétablir la puissance prussienne. »

Joseph de Maistre ne se trompait que de date. Du côté de Napoléon, il commet une autre erreur :

« S'il était permis de concevoir des espérances, on les fonderait uniquement sur la rapidité des succès qui semblent n'avoir rien de commun avec la durée. Mais quand je songe que la postérité dira peut-être : « Cet ouragan ne dura que trente ans », je ne puis m'empêcher de frémir ».

Moins de huit ans après, le colosse était par terre.

« En ce moment, continue le penseur, tout se fait contre les Français, qui souffrent tout ce qu'on peut souffrir, mais tout se fait pour la France, qui est portée aux nues. Tout y est contre Louis XVIII, mais tout agit pour le roi très chrétien, fils aîné de l'Eglise. Puisse ce titre de roi très chrétien revivre plus brillant que jamais, et ne finir qu'avec cette même Eglise, qui ne peut finir qu'avec le monde ! ».

C'est au comte de Blacas qu'a écrit J. de Maistre, à Mittau, où végète Louis XVIII. Et si la Restauration a échoué plus tard, c'est faute d'un roi très chrétien, ne faisant qu'un avec l'Eglise Romaine. C'est à recommencer.

De Maistre suit pas à pas, j'allais dire, son adversaire. L'étoile impériale commence à pâlir à Friedland :

« Les Français ont avancé, ils ont vaincu, c'est-à-dire, ils ont passé, rien de plus. » Le czar vient d' « accorder » une armistice à son vainqueur. Et « Bonaparte s'est jeté dans les bras d'Alexandre. Je ne me fie pas trop à cette belle tendresse ».

(A suivre) A. CHARAUX.

(2) On prétend que Louis XV se savait descendant d'un tabellion ou petit notaire de Chinon. Cela ne change rien à la vérité de la pensée de l'écrivain qu'une dynastie ne s'improvise pas d'un seul coup.

(3) Lettre du roi Frédéric à Guillaume, son ministre, à Londres.

L'Imprimerie de la *Croix du Nord* se charge de l'exécution rapide et soignée des

Têtes de Lettres, Factures, Mémorandums Traites, Brochures, Tracts, etc.